

**CONVENTION DE GARANTIE
D'EMPRUNTS**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Monsieur François REBSAMEN agissant au nom de Dijon Métropole en vertu d'une délibération du Bureau métropolitain en date du 16 novembre 2023.

D'une part,

Et Madame Béatrice GAULARD, Directrice générale de Habellis, agissant en exécution d'une délibération de la Société en date du 16 février 2012,

D'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Habellis, ci-après « L'emprunteur », a obtenu de Dijon métropole, par délibération du Bureau métropolitain en date du 16 novembre 2023, la garantie à hauteur de 100% d'un emprunt d'un montant de 5 000 000 € contracté auprès du Crédit Coopératif, ci-après dénommé « l'Établissement Prêteur », dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

- Montant du prêt : 5 000 000,00 € (cinq millions d'euros) ;
- Nature du prêt : Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- Durée totale du financement : 6 ans dont 24 mois maximum de préfinancement ;
- Période de préfinancement : 2 ans maximum, taux d'intérêt : Euribor 3 mois + 0,70% ;
- Période d'amortissement du capital consolidé : 4 ans maximum, taux d'intérêt : Euribor 3 mois + 0,57 % ;
- Modalités d'amortissement : 16 échéances trimestrielles constantes sur la base d'un amortissement d'un prêt de 30 ans ;
- Capital restant dû : En une seule échéance (délai de 26 ans) ;
- Frais de dossier : 12 500 € (douze mille cinq cents euros).

Cet emprunt est destiné à financer l'opération de construction de 26 logements en location-accession situés dans l'éco-quartier « Les Pommerets » à Longvic.

ARTICLE 1er

Au cas où l'emprunteur ne se trouverait pas en mesure de tenir ses engagements envers l'Établissement Prêteur, Dijon métropole prendra ses lieu et place et réglera, dans la limite de la garantie ci-dessus définie, et à concurrence de la défaillance de l'emprunteur le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Dans le cas où la garantie viendrait à jouer, l'emprunteur s'engage par avance à ce que Dijon métropole puisse prendre hypothèque conventionnelle de premier rang aux frais de l'emprunteur, sur les logements faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 2

Il est expressément stipulé que les versements qui seront ainsi effectués par Dijon métropole en lieu et place de l'emprunteur auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances ne porteront pas intérêt.

ARTICLE 3

Le compte d'avances de Dijon métropole, ouvert dans les écritures de l'emprunteur conformément aux instructions ministérielles sur la comptabilité des Sociétés d'H.L.M., comportera :

- au crédit - le montant des versements effectués par Dijon Métropole en cas de défaillance de l'emprunteur ;
- au débit - le montant des remboursements effectués par l'emprunteur
- le solde - représentera la dette de l'emprunteur envers Dijon Métropole.

Ce solde sera à tout instant exigible par Dijon métropole, sauf à accorder des délais à l'emprunteur pour lui permettre de s'en acquitter au moyen d'excédents de recettes ultérieures.

Toutefois, en aucun cas, le remboursement à Dijon métropole des avances consenties en vue du règlement de la dette de l'emprunteur à l'Établissement Prêteur ne pourra porter préjudice à l'acquittement par priorité des sommes dues, tant en amortissement qu'en intérêts, à cet Établissement.

ARTICLE 4

En raison de la garantie accordée, l'emprunteur fournira au Président de Dijon métropole, chaque année avant le 1^{er} juillet, les bilans et comptes de résultat de l'exercice écoulé.

L'emprunteur prendra toutes dispositions utiles pour que sa comptabilité permette d'individualiser les opérations ayant fait l'objet de garanties distinctes.

Au cas où la garantie de Dijon métropole serait mise en jeu, l'emprunteur sera tenu, jusqu'à apurement du compte d'avances de Dijon métropole prévu à l'article 3, de fournir chaque année au Préfet et au Président de Dijon métropole ses documents comptables établis de telle sorte qu'ils fassent ressortir les résultats par opération.

ARTICLE 5

Sous la réserve établie à l'article 3, dernier alinéa, la possibilité pour l'emprunteur de rembourser à Dijon métropole les sommes avancées par celle-ci devra être appréciée du seul point de vue de la situation de trésorerie, sans que l'emprunteur soit fondé à se prévaloir de la constitution de provisions ou de réserves dont elle n'aurait pas l'emploi immédiat.

ARTICLE 6

Dijon métropole aura le droit d'exercer à toute époque son contrôle sur les opérations de l'emprunteur relatives à ces emprunts. L'organisme devra produire, à cet effet, aux agents chargés de cette vérification, tous renseignements et justifications utiles et mettra à leur disposition livres et pièces comptables nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

ARTICLE 7

La présente Convention se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts contractés pour ladite construction. A cette échéance, si le compte d'avances de Dijon métropole n'est pas soldé, une nouvelle convention devra intervenir entre Dijon métropole et l'emprunteur en vue de déterminer les conditions de remboursement à Dijon métropole du solde de ce compte.

En l'absence d'une convention nouvelle, resteront en vigueur les dispositions des articles 2 - 3 - 4 - 5 et 6 jusqu'à ce que le compte prévu à l'article 3 soit soldé.

ARTICLE 8

Tous les frais auxquels pourraient donner lieu la présente Convention seront à la charge de l'emprunteur.

Fait en deux exemplaires

A Dijon, le

Le Président
de Dijon Métropole,
ancien Ministre

La Directrice générale
de Habellis,

François REBSAMEN

Béatrice GAULARD